



**PRÉFET
DE LA MANCHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat Général
Service de la Coordination des Politiques Publiques
et de l'Appui Territorial
Bureau de l'Environnement et
de la Concertation Publique**

**ARRETE DE MISE EN DEMEURE n°23-081
à l'encontre de la Société FLORENTAISE SA
relatif à l'activité d'exploitation d'une carrière de tourbe
exercée sur les communes de Gorges et Montsenelle (commune déléguée de Saint-Jores)**

**LE PRÉFET DE LA MANCHE,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment les articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 autorisant la poursuite de l'exploitation d'une carrière sur les communes de Gorges et Saint Jores ;

Vu l'arrêté préfectoral du 20 février 2015 modifiant l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006, portant changement d'exploitant au profit de la société FLORENTAISE SA dont le siège social est situé à Le Pâtis 44850 Saint-Mars-du-Désert et modifiant les modalités d'exploitation de la carrière de tourbe sur les communes de Gorges et Saint-Jores ;

Vu les constats dressés sur site le 15 mars 2023 et le rapport de l'inspection des installations classées adressé à la Florentaise SA le 13 avril 2023 ;

Vu le courrier du 12 mai 2023 de transmission à l'exploitant du projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure l'invitant à faire part de ses observations sous un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant reçues par courriel le 12 mai 2023 et par courrier le 22 mai 2023 ;

Considérant que l'exploitant n'a pas respecté le phasage de son exploitation et a modifié le périmètre du casier M1 sans en avoir fait la demande préalable auprès du préfet ce qui constitue une non-conformité vis-à-vis des articles 9 et 18 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié ;

Considérant l'absence d'aire étanche ou de dispositif équivalent permettant d'éviter un déversement accidentel d'hydrocarbures lors du ravitaillement des engins de chantier sur la tourbière et que ce manquement constitue une non-conformité vis-à-vis de l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2006 modifié ;

Préfecture de la Manche – BP 70522 – 50002 SAINT-LÔ – Tél. : 02.33.75.49.50 – Mél. : prefecture@manche.gouv.fr

Accueil du public les lundi, mardi, jeudi et vendredi :

- Bureau des migrations et de l'intégration : uniquement sur rendez-vous

- point accueil numérique de 8h30 à 12h30 uniquement sur rendez-vous

Accueil général ouvert du lundi au vendredi de 8h30 à 12h30 et de 14h00 à 17h00



Considérant que l'exploitant est tenu de limiter progressivement les pompages de la nappe perchée pour parvenir à une situation d'équilibre hydraulique au terme de l'exploitation fin 2026 ;

Considérant qu'une remontée raisonnée des niveaux d'eau est nécessaire pour éviter une remontée trop rapide en fin d'exploitation qui engendrerait des impacts importants sur l'environnement et sur les activités économiques limitrophes ;

Considérant que le niveau de l'eau du plan d'eau central de la tourbière se situe nettement en dessous du niveau indiqué par la courbe de remontée des eaux de la tourbière 2014/2026, ce qui constitue une non-conformité à l'article 29.2 de l'arrêté préfectoral 29 décembre 2006 modifié ;

Considérant que les observations et le plan d'action de la Florentaise SA parvenus les 12 et 22 mai 2023 ne permettent pas de lever les non-conformités relevées et les enjeux associés ;

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société FLORENTAISE SAS de respecter les prescriptions et dispositions des articles 9, 18, 29.1 et 29.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 29 décembre 2006 modifié susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Mme la Secrétaire générale de la préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 :

La société FLORENTAISE SA est mise en demeure, pour les activités qu'elle exerce sur les communes de Gorges et Montsenelle (commune déléguée de Saint-Jores) :

- **sous un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - de respecter l'article 18 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en portant à la connaissance du préfet, les modifications envisagées de son plan de phasage d'exploitation en prenant en compte la sensibilité environnementale du milieu ;
 - de respecter l'article 29.1 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en proposant un dispositif fiable permettant la récupération des déversements accidentels de produits polluants sur le site de la tourbière ;
- **sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**
 - de respecter l'article 29.2 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2006 modifié en élaborant et en mettant en œuvre une stratégie permettant de rattraper le retard pris sur la remontée des eaux du plan d'eau central de la tourbière.

ARTICLE 2 : Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L171-7 du code de l'environnement.

Article 3 : Délais et voies de recours

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de CAEN, 3 Rue Arthur Le Duc – BP 25086 - 14050 CAEN cedex 4, par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suit la date de notification du présent arrêté.

Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Article 4 : Publicité

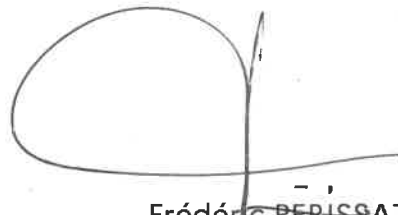
Conformément à l'article R.171-1 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans la Manche <https://www.manche.gouv.fr/Publications/Annonces-avis> pendant une durée minimale de 2 mois.

Une copie du présent arrêté sera adressée aux maires de Gorges et de Saint-Jores.

Article 5 : La Secrétaire générale de la préfecture, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, l'inspecteur de l'environnement – spécialité installations classées, la société FLORENTAISE SA, ainsi que les maires de Gorges et Saint-Jores sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Saint-Lô, le

22 MAI 2023



Frédéric PERISSAT

